



La défense : un secteur porteur pour les PME québécoises en 2026

Mensuel économique de janvier 2026

Le commentaire de notre économiste Miguel

L'économie québécoise a connu en 2025 une phase de transition marquée par un ralentissement de la croissance et un rééquilibrage progressif après plusieurs années de forte expansion postpandémique. La consommation des ménages s'est modérée sous l'effet de taux d'intérêt élevés et d'un pouvoir d'achat encore sous pression, tandis que l'investissement privé est demeuré prudent, particulièrement dans la construction résidentielle et non résidentielle. À l'inverse, certains projets structurants liés aux minéraux critiques et à l'industrialisation verte ont continué de soutenir l'activité économique dans plusieurs régions, contribuant à atténuer le ralentissement global.

Sur le plan macroéconomique, l'inflation au Québec et au Canada a poursuivi sa décélération en 2025, se rapprochant graduellement des cibles de la Banque du Canada. À l'échelle internationale, l'année a été caractérisée par une croissance mondiale inégale, une résilience relative de l'économie américaine et la persistance de tensions géopolitiques, renforçant l'incertitude et incitant les économies ouvertes, comme celle du Québec, à demeurer attentives aux chocs externes.



Miguel Ouellette

Directeur principal et économiste
miguel.ouellette@mallette.ca

Actualité économique

La défense : un secteur porteur pour le Québec en 2026

Comment les PME québécoises pourront-elles en bénéficier?

Un contexte géopolitique qui redéfinit les priorités en matière de défense nationale

La montée des tensions géopolitiques dans les dernières années, notamment en Europe de l'Est, Indo-Pacifique, Moyen-Orient, et plus récemment au Venezuela et au Groenland, a poussé de nombreux gouvernements à revoir leurs priorités.

Face à cette nouvelle réalité, les pays membres de l'OTAN, dont le Canada, ont convenu de **relever les investissements en défense pour atteindre une cible annuelle de 5 % du PIB d'ici 2035**, comparativement à la cible historique de 2 %. Ce changement dans les priorités traduit la volonté commune et croissante des pays à sécuriser leurs capacités militaires et à réduire la dépendance envers les chaînes d'approvisionnement étrangères.

Le développement de l'industrie de la défense devient non seulement un outil stratégique pour la sécurité nationale, mais aussi un catalyseur de croissance économique, générant des effets de ruissellement à travers l'ensemble des branches de l'activité économique, contribuant au développement de capacités industrielles, et renforçant l'innovation.

Des investissements majeurs du Canada et du Québec

Le gouvernement fédéral a annoncé, dans son budget 2025, vouloir investir une somme de **58,8 G\$ sur cinq ans d'ici 2030 afin de rebâtir et réarmer les forces armées canadiennes**. Plus précisément, les investissements ciblent :

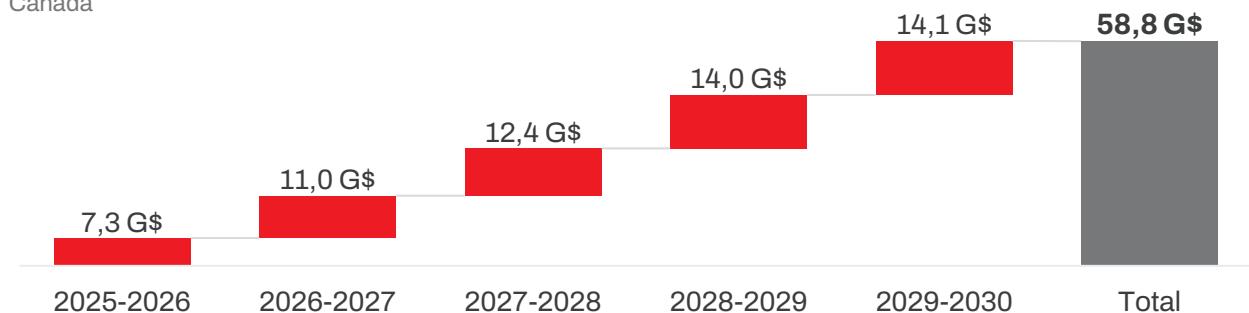
- L'équipement militaire et les plateformes (terrestres, navales, aériennes)
- L'entretien, la modernisation et le cycle de vie des équipements
- La cybersécurité, l'intelligence artificielle et les technologies duales

En se matérialisant, ces investissements pourront, d'une part, générer des retombées directes pour les écosystèmes industriels partout au pays, et d'autre part, entraîner des effets indirects en dynamisant l'activité des fournisseurs, sous-traitants et entreprises connexes à travers la chaîne de valeur.

Le Québec est particulièrement bien positionné pour en bénéficier, grâce à son avantage comparatif dans les secteurs de la fabrication avancée, des technologies de pointe et de l'ingénierie, ce qui en fait un acteur clé de la chaîne d'approvisionnement nationale en défense.

Dépenses militaires des cinq prochaines années

Canada



Des mesures pour intégrer les PME dans la chaîne d'approvisionnement locale

Afin de convertir ces investissements en un véritable renforcement de la base industrielle de défense canadienne, le gouvernement a mis en place des mesures ciblées pour accroître la présence et la capacité des PME dans la chaîne d'approvisionnement :

- **Agence fédérale** dédiée pour simplifier, centraliser et optimiser les processus d'approvisionnement, facilitant ainsi l'accès des PME aux contrats de défense
- **Programme de la Banque de développement du Canada**, offrant prêts, capital de risque et services-conseils, tandis qu'**Investissement Québec** a récemment ajusté ses règles afin de renforcer l'appui public à la production militaire
- **Initiative régionale d'investissement dans la défense** pour accélérer l'intégration des PME et des écosystèmes régionaux dans les chaînes d'approvisionnement et renforcer leur capacité industrielle et d'innovation

Ces mesures visent ainsi à élargir la base des fournisseurs, réduire la concentration autour de quelques acteurs et renforcer la résilience de l'écosystème industriel, tout en stimulant l'émergence de nouvelles capacités stratégiques au sein des PME canadiennes. Pour atteindre ces objectifs, les organisations chargées des mesures s'appuieront sur des

entreprises innovantes, capables de s'intégrer aux chaînes de valeur complexes, et sur des fournisseurs de technologies de niche dont l'expertise est essentielle au développement d'une industrie moderne et compétitive.

Comment les PME québécoises pourront-elles en bénéficier?

Ce contexte représente d'importantes opportunités pour les PME du Québec, notamment pour celles opérant dans les secteurs de la fabrication avancée, de l'ingénierie et du design industriel, des technologies numériques, des capteurs et de la cybersécurité, ainsi que de la logistique, de la formation, de la certification et des services spécialisés. Les PME pourront aussi accéder indirectement aux marchés de la défense à travers les grands donneurs d'ordres publics, ou par l'effet de ruissellement économique, la sous-traitance, l'augmentation des contrats de maintenance et de services et la croissance de la demande de composantes, logiciels et matériaux spécialisés.

Ainsi, cette dynamique de réindustrialisation militaire pourrait générer des effets structurants sur l'économie, grâce à la croissance de revenus plus récurrents, à une montée en sophistication technologique, à la diversification des marchés et à des gains de productivité transférables à d'autres secteurs.

Le commentaire de notre économiste Alexandra

Avec la reprise du secteur militaire et la volonté gouvernementale d'intégrer davantage les PME à la chaîne d'approvisionnement, les entreprises québécoises disposent d'une fenêtre stratégique particulièrement porteuse. Pour tirer pleinement parti de ces nouvelles occasions et s'insérer efficacement dans les chaînes d'approvisionnement existantes, elles ont l'opportunité de renforcer leurs certifications reconnues, d'adapter leurs produits aux besoins militaires, d'investir dans l'innovation technologique et d'accroître leur capacité opérationnelle.



Alexandra Lareau

Conseillère et économiste,
Marketing, études et stratégie
alexandra.lareau@mallette.ca

Inflation

Inflation canadienne

En décembre 2025, l'inflation canadienne a atteint 2,4 %, soit une légère progression de 0,1 p.p. par rapport au mois précédent. Cette progression en décembre reflète en partie des effets de base liés à la suspension temporaire de la TPS/TVH l'an dernier.

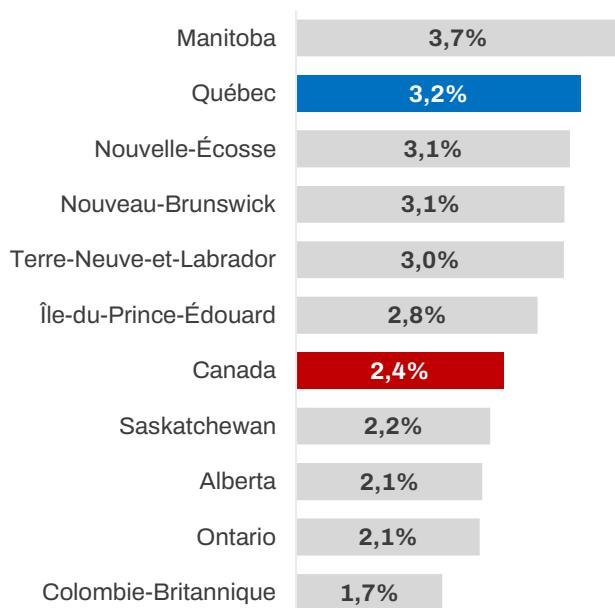
À l'exception de la Colombie-Britannique, l'inflation a augmenté dans l'ensemble des provinces. Ce sont les provinces atlantiques qui ont enregistré les accélérations les plus marquées, affichant un contraste avec les augmentations plus modestes des autres provinces. **L'Île-du-Prince-Édouard** se distingue avec une hausse de 1,4 p.p., suivie de **Terre-Neuve-et-Labrador** (+0,9 p.p.) et de la **Nouvelle-Écosse** (+0,8 p.p.).

Inflation québécoise

L'inflation au Québec a atteint 3,2 % en décembre 2025, en hausse de 0,2 p.p. par rapport à novembre. Outre les aliments et le logement, les dépenses courantes et les boissons ont renforcé les pressions inflationnistes, affichant des variations mensuelles marquées de 2,2 p.p. et 2,5 p.p., respectivement. Le logement demeure d'ailleurs un moteur important de l'inflation, même si cette dernière suit une tendance baissière depuis trois mois, un signal

Taux d'inflation par province

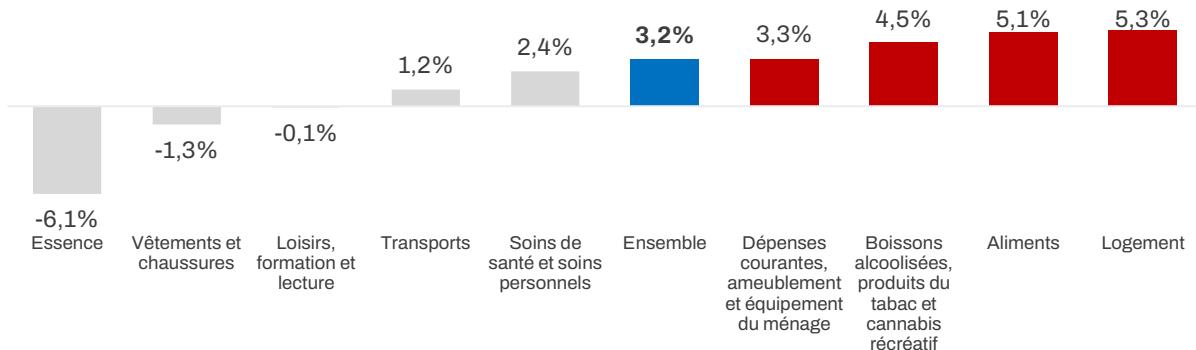
Inflation annuelle, décembre 2024 à décembre 2025, %



encourageant sur le marché locatif. À l'inverse, plusieurs catégories ont contribué à modérer la progression globale des prix. L'essence a affiché un recul de 6,1 %, tandis que les vêtements et chaussures (-1,3 %) et les loisirs (-0,1 %) se sont également contractés. Les transports ainsi que les soins de santé et soins personnels ont pour leur part enregistré un ralentissement de la croissance de leurs niveaux des prix.

Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, décembre 2024 à décembre 2025, %



Taux de chômage

Le taux de chômage au Canada a clôturé l'année 2025 à 6,8 %, en augmentation de 0,3 p.p. par rapport à novembre. Cette augmentation survient alors que la population active s'est accrue sur la période, faisant progresser le taux d'activité à 65,4 % en décembre.

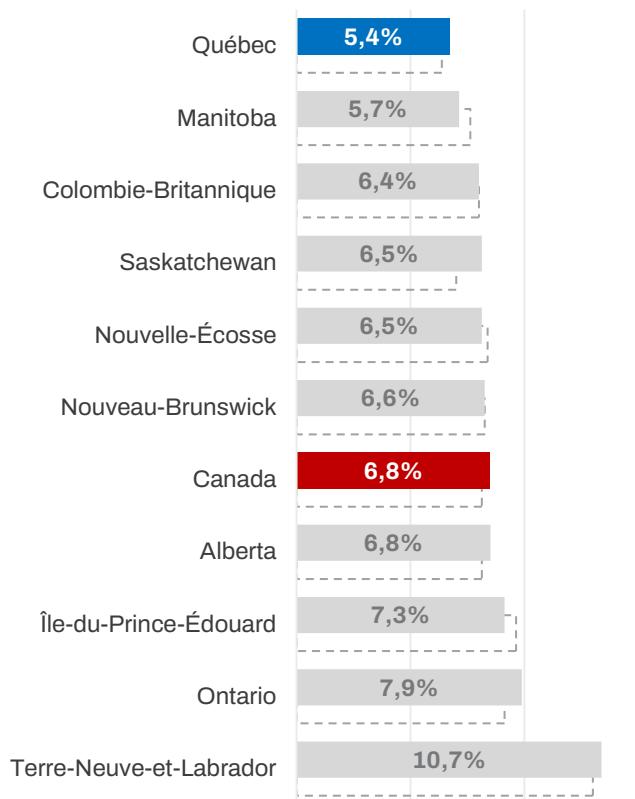
Le portrait provincial de décembre est demeuré contrasté : trois provinces ont affiché une amélioration et deux sont demeurées inchangées, tandis que six ont présenté une augmentation de leur taux de chômage.

- Le **Québec** conserve sa position de tête, présentant le taux de chômage le plus faible au pays pour un quatrième mois consécutif
- L'**Île-du-Prince-Édouard** se distingue positivement en affichant à la fois une baisse du chômage et une hausse de l'activité
- La **Saskatchewan** a pour sa part enregistré la plus forte augmentation du taux de chômage (0,9 p.p.)

Taux de chômage par province

Décembre 2025, %

■ déc-25 □ nov-25



Marchés boursiers

En 2025, les marchés boursiers ont été marqués par une succession d'inquiétudes – la concentration excessive des indices, les tarifs imposés par les États-Unis ou encore la crainte d'une bulle liée à l'intelligence artificielle – qui, finalement, ne se sont jamais concrétisées. Malgré une forte volatilité en

cours d'année, les principaux marchés ont fait preuve de résilience et ont affiché de solides performances. Avec le recul, 2025 apparaît comme une année plus positive qu'anticipé, soulignant l'importance de garder son calme face aux vents contraires.

Marchés financiers au 31 décembre 2025

Rendement (%)	1 mois	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS				
S&P/TSX	1,3 %	29,1 %	16,0 %	12,8 %
S&P 500	0,1 %	17,9 %	14,4 %	14,8 %
NASDAQ 100	- 0,7 %	20,2 %	14,4 %	18,6 %
MSCI – EAFE	1,3 %	25,1 %	10,5 %	8,0 %
REVENU FIXE				
Indice des obligations universelles FTSE Canada	- 1,3 %	2,6 %	- 0,4 %	1,9 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

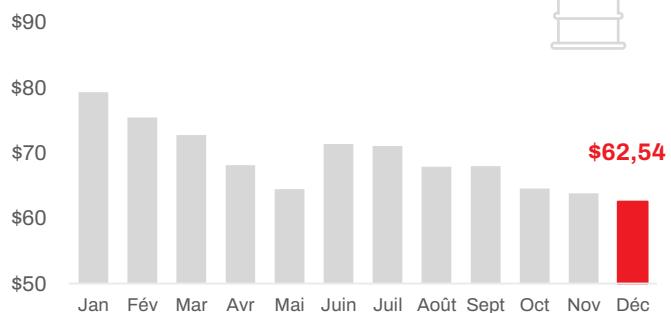
Pétrole brut

Au mois de décembre, le prix du baril de pétrole brut a poursuivi sa tendance à la baisse afin de s'établir à 62,54 \$.

Cette position de fin d'année représente ainsi une diminution de 21,1 % du prix d'échange, reflétant le déséquilibre du marché en raison d'un surplus de production.

Prix du pétrole

Brent, 2025, dollars américains



Taux de change

En décembre 2025, le dollar canadien a enregistré une appréciation de 1,8 % de la devise face au dollar américain, clôturant l'année au taux de 1,3802. Par rapport à janvier, ce résultat reflète une appréciation de 4,1 %.

Taux de change CAD/USD

Décembre 2025



1,38

-1,8 % (appreciation) Par rapport à novembre 2025

-4,1 % (appreciation) Par rapport à janvier 2025

SOURCES | Gouvernement du Canada, Banque mondiale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, analyse Mallette.